

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 03/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIO YVELINES SERVICES**

Lieu dit "Le Crapaud"  
Chemin des Princes - RD 7  
78870 Bailly

Code AIOT : 0006518021

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement BIO YVELINES SERVICES implanté Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIO YVELINES SERVICES
- Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly
- Code AIOT : 0006518021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bio Yvelines effectue des activités de compostage. Il est soumis à la rubrique 2780-1 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier les suites apportées par l'exploitant à l'arrêté de mise en demeure du 17 mars 2025 qui portait sur les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ainsi que sur l'absence du plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour du site.

L'équipe d'inspection a pu constater que l'exploitant a répondu aux exigences de l'arrêté de mise en demeure susvisé et propose de ce fait de **lever** ladite mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ;</li> </ul>

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

#### **Constats :**

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant a mis en conformité la bâche souple de 240 m<sup>3</sup> destinée à être mobilisée en cas d'incendie. Les points d'aspiration sont désormais positionnés à plus de 50 cm du sol, permettant ainsi leur utilisation effective par les services d'incendie et de secours.

Le SDIS a établi un procès-verbal d'essais de réception des points d'aspiration en date du 25 septembre 2025, attestant du caractère opérationnel de ce dispositif.

L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que, à la suite d'échanges avec le SDIS, des actions visant à créer deux lignes d'aspiration destinées à l'utilisation des eaux de ruissellement de la plateforme, stockées dans le bassin de gestion des eaux, sont en cours. Ces actions seront réalisées par la société SARP Île-de-France. Un bon pour accord, conclu entre la société Bioyvelines Services et SARP IDF en date du 26 novembre 2025, est présenté à l'équipe d'inspection. Les travaux correspondants seront réalisés avant la fin du premier semestre 2026.

#### **Non-conformité n°20250129 - NC-1**

L'exploitant a procédé à la mise en conformité de la bâche souple de 240 m<sup>3</sup>, laquelle est désormais disponible et opérationnelle pour le SDIS. Au vu de ces éléments, l'équipe d'inspection considère que les prescriptions prévues à l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 17 mars 2025 ont été **respectées**.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 2 : Gestion des odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des nuisances odorantes

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en oeuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°20250129 - NC - 2</b></p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site. L'équipe d'inspection constate que ce document est conforme aux exigences de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 et qu'il représente fidèlement la situation géographique du site.</p> <p>À ce titre, l'équipe d'inspection considère que les prescriptions prévues à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 17 mars 2025 ont été <b>respectées</b>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>